

Brochure n° 3232

**Convention collective nationale**

IDCC : 1606. – **BRICOLAGE**  
**(Vente au détail en libre-service)**

---

ACCORD DU 18 MARS 2010  
RELATIF À LA PARTICIPATION DES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX  
ET À L'INDEMNISATION DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

NOR : ASET1050922M

IDCC : 1606

---

PRÉAMBULE

Dans le cadre des articles L. 2232-8 du code du travail et 3.2 *b* de la convention collective nationale du bricolage, les partenaires sociaux de la branche du bricolage ont souhaité préciser les modalités de participation des représentants des organisations syndicales représentatives aux réunions paritaires de branche et actualiser les modalités de prise en charge des frais qui étaient définies par un protocole du 6 mai 1996.

Afin de pouvoir aborder, dans les meilleures conditions, certains sujets de négociation complexes et techniques, les parties au présent accord ont souhaité augmenter le temps des réunions préparatoires des représentants des organisations syndicales représentatives de salariés aux commissions paritaires de branche de façon à ce que ceux-ci puissent élaborer des propositions écrites et participer activement aux débats et en pleine connaissance des éléments de dossier,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Commission paritaire nationale de branche*

#### *a) Composition et fonctionnement*

Dans le cadre de l'article 3.2 *b* de la convention collective du bricolage, les parties précisent le nombre de personnes participant aux commissions paritaires de branche.

La commission paritaire nationale de branche est composée de deux collèges :

- un collège salariés comprenant au maximum 4 représentants de chacune des organisations syndicales représentatives (salarié de la profession ou permanent) ;
- un collège employeurs comprenant au maximum un même nombre total de représentants.

Les membres de cette commission sont désignés respectivement par chacune des organisations syndicales représentatives, qui peuvent procéder à leur remplacement en cours d'année.

Pour chaque année civile, la commission paritaire nationale de branche détermine en début d'année, en fonction des sujets à traiter et de leur complexité, le nombre, les dates et la durée des réunions paritaires. Ce nombre peut être revu, le cas échéant, en cours d'année, en fonction de l'actualité ou de l'urgence des sujets à traiter.

#### *b) Réunions préparatoires*

Il a été décidé d'augmenter, pour les sujets de négociation les plus complexes et techniques, la durée de certaines réunions préparatoires d'une demi-journée à une journée entière. Les représentants des organisations syndicales représentatives de salariés peuvent, dans ce cas, se réunir sur une journée non divisible afin de préparer les négociations des réunions de la commission paritaire nationale de branche.

Les réunions préparatoires organisées sur une journée entière sont fixées au maximum à 4 réunions par année civile.

Les réunions préparatoires sont organisées par chaque syndicat représentatif pour sa délégation, dans un lieu choisi par ses soins, qui occasionne le moins de frais de déplacement possible.

Le coût de la salle de réunion n'est pas pris en charge par la FMB.

Les dates des réunions préparatoires sont laissées au libre choix de chaque syndicat représentatif qui convoquera ses représentants en indiquant la date, le lieu et les horaires de réunion, dont la durée ne pourra pas dépasser 6 heures, hors l'heure de déjeuner. La convocation devra être transmise au moins 15 jours à l'avance par le salarié concerné à son entreprise.

L'objet des réunions préparatoires devra porter sur les thèmes de négociations organisés par la branche et les dates choisies pour les réunions préparatoires devront permettre aux organisations syndicales représentatives d'envoyer leurs propositions écrites à l'avance.

Les syndicats représentatifs de salariés organisateurs de ces réunions préparatoires devront envoyer à la FMB la feuille d'émargement par demi-journée (ou sa copie) sur laquelle figurent les noms et prénoms des salariés ayant participé à la réunion pour lesquels un remboursement de frais est demandé, leur signature, le lieu de la réunion et son objet.

Les réunions préparatoires devront donner lieu à des propositions écrites des organisations syndicales représentatives, transmises à la FMB au minimum 15 jours avant les réunions de négociations.

## **Article 2**

### *Autres commissions paritaires nationales de branche*

Les réunions de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP), définie par l'accord du 9 mai 1995, et de la commission nationale paritaire de conciliation et d'interprétation définie à l'article 2.4 de la convention collective se déroulent sur une demi-journée, sauf accord ponctuel entre les délégations patronales et syndicales qui définiraient un autre mode d'organisation.

Le cas échéant, une réunion préparatoire pourra être proposée par la partie patronale aux organisations syndicales le matin de ces réunions.

## **Article 3**

### *Prévenance de l'employeur et maintien de salaire*

La participation effective des représentants salariés d'entreprise aux réunions paritaires de branche et aux réunions préparatoires associées ne doit entraîner aucune réduction de rémunération.

Le maintien de salaire des représentants salariés d'entreprise pour le temps passé en réunion sera pris en charge par l'entreprise selon les règles suivantes :

- pour les réunions préparatoires sur une journée pleine (dans la limite de 4 réunions préparatoires par an) : sur la base du temps de réunion indiqué sur la convocation du syndicat, dans la limite de 6 heures, hors l'heure de déjeuner ;
- pour les réunions préparatoires d'une demi-journée : sur la base de 3 heures ;
- pour les réunions paritaires : sur la base des horaires indiqués sur la convocation de la partie patronale, hors le déjeuner ;
- pour le temps de déplacement de l'ensemble des réunions (préparatoires et paritaires) : sur la base de 50 % du temps réel de déplacement

entre le domicile et le lieu de réunion (déduction faite du temps de trajet habituel domicile-lieu de travail), selon le taux horaire de base du salarié.

Ce temps de trajet indemnisé n'est pas assimilable à du temps de travail effectif et n'est pas susceptible de générer des heures supplémentaires.

Le salarié informera son employeur de son absence, sur présentation des convocations, au minimum 15 jours à l'avance.

#### **Article 4**

##### *Prise en charge des frais*

Les frais occasionnés par les réunions paritaires de branche et les réunions préparatoires à celles-ci, et se tenant en ce qui concernent les réunions préparatoires à la commission paritaire nationale de branche dans les conditions définies à l'article 1*b*, seront remboursés, selon les modalités et limites suivantes :

a) Nombre de réunions préparatoires de 1 journée remboursées, se tenant sur une autre date que la réunion paritaire : au maximum 4 par année civile ;

b) Nombre de réunions préparatoires d'une demi-journée remboursées quand la paritaire se tient l'après-midi du même jour : toutes, selon les indications figurant sur la convocation ;

c) Délégués salariés d'entreprises de la profession concernés : les remboursements de frais sont pris en charge dans la limite de 3 personnes salariées par organisation syndicale représentative ;

d) Frais de repas : le remboursement est pris en charge dans la limite de 5 fois la valeur du minimum garanti en vigueur ;

e) Frais d'hébergement : s'ils s'avèrent nécessaires et justifiés, selon une base forfaitaire égale à 22 fois le minimum garanti en vigueur (petit déjeuner compris) ;

f) Frais de transport : ils sont indemnisés selon les barèmes et règles suivantes :

- train : tarif SNCF, 2<sup>e</sup> classe, y compris métro, RER ou autobus ;
- avion : pour les déplacements de longue distance, lorsque le trajet normal en train dépasse 4 heures aller, l'intéressé pourra choisir entre la formule voyage en train et hébergement (dans les conditions ci-dessus définies) ou la formule aller-retour dans la journée par avion, sur la base du billet d'avion sur le vol le plus économique.

Les indemnisations des frais de déplacement seront versées par l'employeur, sur présentation des justificatifs originaux, dans la limite des valeurs figurant au présent accord.

## **Article 5**

### *Effets. – Application*

Le présent protocole annule et remplace le précédent protocole de remboursement de frais du 6 mai 1996. Il entre en application dès sa signature.

## **Article 6**

### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 7**

### *Publicité*

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail en un exemplaire original signé des parties, et en un exemplaire sur support électronique.

## **Article 8**

### *Extension*

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent accord, la fédération des magasins de bricolage et de l'aménagement de la maison étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 18 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FMB.

### **Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT.